

LES PÉRILS DE L'INACTION

par Raymond ARON

AU Proche-Orient, les événements suivent leur cours, dont le terme logique serait la reprise de la guerre entre Israël et les pays arabes. Britanniques et Américains, incapables de s'accorder sur une action commune, sont en train de précipiter l'échéance fatale.

A Londres, on craint par-dessus tout la perte des pétroles du Proche-Orient. A Washington, on ne veut pas s'aliéner l'opinion des pays arabes au moment où l'on négocie avec l'Arabie séoudite le renouvellement de l'accord relatif à une base aérienne. Dans les deux capitales, les diplomates pensent que les relations avec le monde islamique seraient moins difficiles si Israël n'existait pas. Mais Israël existe, qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite. Les diplomates savent que l'organisation des Nations Unies se décomposerait si l'on tolérait que le colonel Nasser achevât l'œuvre commencée par Hitler. Ajoutons qu'en année d'élection présidentielle les voix juives comptent aux Etats-Unis.

Le but — il n'y a pas d'opposition entre Londres et Washington sur ce point — c'est de régler la querelle entre Israël et les pays arabes sans offenser irrémédiablement ceux-ci ni détruire celui-là. Mais le State Department n'a pas plus découvert que le Foreign Office les moyens qui permettraient d'atteindre le but.

On a peut-être pensé au Foreign Office que le pacte de Bagdad inciterait Israël à faire des concessions

et, en même temps, permettrait aux gouvernements arabes de reconnaître l'existence d'Israël. Les choses ont tourné tout autrement.

L'opinion en Jordanie est à ce point hostile à l'Occident que, bien loin d'adhérer au pacte de Bagdad, le roi Hussein fut contraint de renvoyer le général Glubb pour apaiser son peuple. Même en Irak, les gouvernements cherchèrent à compenser le pacte de Bagdad par un redoublement de violence verbale contre Israël, contre la France. Et Israël, que les envois d'armes soviétiques à l'Égypte mettaient en état d'infériorité, jugeait, à bon droit, que des concessions territoriales inclineraient les Etats arabes non à la paix, mais à d'autres revendications.

Commentateurs et diplomates français se payent le luxe du triomphe facile (« Nous l'avions bien dit »). Quant aux diplomates américains, ils se sont établis résolument dans l'indécision. Ils n'ont pas adhéré au pacte, mais ils ont envoyé un observateur à Bagdad. Ils refusent des avions de chasse à Israël, mais font savoir discrètement qu'ils n'ont pas d'objection contre l'envoi d'avions français ou anglais. Rarement pays qui se veut leader a abdicqué aussi pauvrement ses responsabilités. Jamais la médiocrité de l'équipe Eisenhower-Dulles n'a éveillé autant de regret du temps où un petit Américain, H. Truman, était un grand Président.

Raymond ARON

(Suite page 15, col. 4 et 5)

Figaro 12-4-56

Nous ne méconnaissons pas les difficultés de la situation. Au Chypre, en Afrique du Sud, la diplomatie américaine cherche à concilier la sympathie traditionnelle des Etats-Unis pour les mouvements nationalistes avec leurs obligations à l'égard de leurs alliés. Au Proche-Orient, elle cherche à manœuvrer entre Israël et les pays arabes. Les efforts de conciliation sont ingrats et valent à l'intermédiaire bienveillant les ressentiments des deux parties.

Mais, à l'heure présente, il s'agit de parler à une menace précise, immédiate. L'Egypte a reçu de l'Union soviétique quelques centaines d'avions à réaction, dont les pilotes sont entraînés et peut-être recrutés de l'autre côté du rideau de fer. Il y a quelques mois encore, on pouvait craindre qu'Israël prit l'initiative d'une guerre préventive. Il n'est est plus question aujourd'hui, alors que Jérusalem et Tel-Aviv sont à la merci des bombardiers égypto-soviétiques. En revanche, le péril augmente rapidement, que les pays arabes, convaincus de leur suprématie militaire, déclenchent intentionnellement ou non l'explosion.

Ce péril est-il impossible à conjurer ? Nullement. Deux mesures pourraient être prises simultanément : l'une d'envoyer à Israël quelques dizaines d'avions modernes ; l'autre de manifester clairement la volonté d'intervenir militairement au cas où les hostilités éclateraient.

Or la politique américaine consiste à refuser les deux mesures. Le Président Eisenhower a pris personnellement la décision de ne pas accéder aux demandes d'armes israéliennes, il publie qu'en cas d'hostilité il se bornera à saisir l'O.N.U., c'est-à-dire à chercher dans un veto soviétique une justification à la non-intervention. On aurait souhaité la guerre à la Maison Blanche qu'on n'aurait pas agi autrement.

Puisque les bonnes intentions du Président sont incontestables, quels

sont les motifs de cette attitude ? Peut-être l'attitude américaine, après le premier accord entre l'Egypte et l'Union soviétique, nous aide-t-elle à comprendre. La diplomatie américaine salua comme une victoire l'acceptation par le colonel Nasser de l'aide occidentale pour la construction du barrage d'Assouan. Les Etats-Unis n'auront pas assez de dollars si ceux-ci constituent la seule réplique à l'envoi d'armes soviétiques et, entre temps, tous les aéroports des pays neutres risquent de se couvrir de Mig 15. Les dollars ne sauraient jouer, au xx^e siècle, le rôle de la Royal Navy au xix^e.

Les dernières déclarations du président Eisenhower donnent à penser qu'on est en train à Washington de reconnaître cette désagréable vérité.

Les Occidentaux n'ont pas de raison de s'opposer aux échanges commerciaux entre les pays arabes et l'Union soviétique et ils ne doivent pas craindre que les dirigeants de ces pays se suicident en s'intégrant au bloc soviétique. Ce n'est pas en cédant au chantage qu'ils apaiseront les passions antioccidentales des masses, que manipulent les gouvernants pour se maintenir au pouvoir.

La France n'a, au Proche-Orient, que des moyens d'action limités. La question est de savoir si elle doit fournir seule les armes à Israël. On voit les objections : la France ne peut ni ne doit sembler une ennemie des nations islamiques. Mais une solidarité de fait existe, pour l'instant, entre la France et Israël, qui redoutent également le déchaînement du fanatisme musulman. La diplomatie américaine nous invite assez cyniquement à prendre la responsabilité du ravitaillement d'Israël en avions modernes, dans l'espoir que la colère arabe épargnera les Etats-Unis et s'en prendra à notre pays. Si les « Trois » n'arrivent pas demain à une action commune, nous pourrions envoyer les avions sans dissimuler l'approbation américaine. Ce genre de cynisme, conforme à la tradition, vaudrait mieux que les entretiens d'homme à homme avec les journalistes américains ou les ministres indiens et égyptiens.